



VAL-DE-MARNE
EN COMMUN
PCF ET CITOYEN.NES



L'hôpital au bord du gouffre !

Le Val-de-Marne est une terre hospitalière. Forte de ses 40 hôpitaux et cliniques, nous connaissons et mesurons l'engagement des soignants et personnels hospitaliers en première ligne pour maintenir à flot notre système de santé.

Applaudis chaque soir pendant la crise sanitaire, la réalité des conditions de travail de ces derniers ne cesse pourtant de se détériorer au fil des budgets autoritaires qui se suivent et se ressemblent : fermeture de lits et de services, manque de personnels, services en difficulté, report de soins, surcharge de travail, pressions sur les soignants...

Rappelons que 19 % des lits de l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris (AP-HP) sont fermés à ce jour par manque de personnel et que 1 074 postes d'infirmiers et infirmières diplômés d'État (IDE) demeurent vacants, soit plus du double par rapport à septembre 2020.

Les conséquences sont multiples et n'épargnent pas les établissements de santé du Val-de-Marne comme la maternité de Saint-Maurice ou encore le service des urgences de l'hôpital du Kremlin-Bicêtre.

L'ensemble des secteurs de santé est impacté. Le « collectif Inter-Hôpitaux » tire le signal d'alarme face à une situation préoccupante en pédiatrie où « des enfants en situation d'urgence ne peuvent plus être pris en charge par les services compétents ». Aussi, en médecine générale, la pénurie de praticiens augmente

et renforce les déserts médicaux y compris dans certaines zones de notre département.

Les Ehpad et le secteur psychiatrique, quant à eux, restent les laissés-pour-compte de notre système de santé, alors que la pandémie a durement éprouvé et fragilisé le « bien-être mental » de nombre de nos concitoyen.nes.

Parallèlement au désengagement de l'État, nous avons eu l'occasion, au plus fort de la crise sanitaire, de constater que l'effort de vaccination a été principalement soutenu par les collectivités locales, qui se sont fortement investies pour permettre aux habitantes et habitants d'être vaccinés au plus près de chez elles et eux. Le tout sans compensation financière de l'État !

Le Gouvernement, avec le Ségur de la santé, a été contraint par la mobilisation des personnels de réagir face à cette situation, notamment à travers l'augmentation des salaires des soignant.es et le plan annoncé de rénovation de 500 hôpitaux et établissements de santé sur le territoire national. **Pour autant, la loi de financement de la Sécurité sociale, qui prévoit cette année 4 milliards d'euros d'« économies de santé » dont près de 900 millions sur le dos des établissements hospitaliers, nous rappelle ô combien la santé n'est pas l'une de ses priorités.**

Le président Macron et son Gouvernement ont fait endosser à la Sécurité sociale les coûts liés à la crise sanitaire

lui incombant ; tout comme la dette hospitalière qui sera payée par les cotisant.es actifs.ives et retraité.es, à travers la CRDS et la CSG !

La pandémie démontre que la santé est un bien inestimable. À ce titre, notre groupe partage l'exigence immédiate du **refinancement des hôpitaux à la hauteur de la totalité de la dette, soit 30 milliards d'euros.** Nous considérons qu'il faut **revoir le financement des hôpitaux, revaloriser le salaire des soignant.es et des personnels hospitaliers toujours à la traîne par rapport aux autres pays européens.**

La question du vaccin, dont nous réclamons la levée des brevets pour permettre d'accélérer sa production et d'en faciliter l'accès, rappelle également l'urgence et la nécessité de mettre en place un pôle public du médicament pour que chacun puisse se guérir dans notre pays.

Enfin, nous appelons de nos vœux la mise en place d'une vraie démocratie sanitaire permettant aux habitant.es et aux élu.es d'être entendu.es et associé.es à la mise en œuvre des politiques de santé sur le territoire. ■

Fatiha Aggoune, présidente du groupe,
Nicolas Bescond, Pierre Garzon, Christine Janodet,
Lamyra Kirouani, Franck Mora, Flore Munck,
Sokona Niakhaté, Évelyne Rabardel,
Hocine Tmimi, Ibrahima Traore.

Nous contacter : vdmencommun@valdemarne.fr
// 01 43 99 70 56

Nous suivre sur les réseaux sociaux :
@Val-de-Marne en commun - PCF et citoyen.nes